

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

En circulation

m. A.

2.6.

R.P. no 13.

Rome, le 8 mai 1947.

CONFIDENTIEL.

Veille de crise ? - Genèse des événements qui en
seraient la cause.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Depuis la date de mon dernier rapport, la situation intérieure de l'Italie me paraît s'être aggravée sensiblement.

Il y eut tout d'abord le 1er mai sanglant de Sicile : rafales de mitrailleuses tirées "dans le tas" contre une foule inoffensive qui assistait à un meeting. Cet attentat stupide et sauvage a été suivi de 167 arrestations. Quels en sont les vrais responsables ? On se le demande encore. Les chefs des partis composant la coalition gouvernementale semblent s'être mis d'accord pour s'abstenir d'accusations mutuelles. A les entendre, aucune organisation politique n'aurait participé au massacre de Portella delle Ginestre. Dans les milieux de droite, on insinue que les coupables seraient des agents provocateurs, naturellement communistes. Cette version me semble dénuée de tout fondement, car, si l'on pouvait l'étayer sur le moindre commencement de preuve, le ministre de l'Intérieur, M. Scelba, démocrate-chrétien, serait trop heureux de pouvoir fournir au président De

Monsieur le Conseiller fédéral Max P e t i t p i e r r e ,
Chef du Département politique fédéral,

B E R N E .

./.



*reponse
11.6.47. ja*

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

-2-

Gasperi une magnifique occasion de rompre avec Togliatti. L'hypothèse la plus vraisemblable me paraît (bien qu'elle me soit signalée comme telle par un communiste) celle que j'ai entendu formuler par l'ambassadeur Reale, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères : les grands propriétaires siciliens, en dépit des efforts entrepris par le régime fasciste lui-même pour affaiblir leur domination, conservent encore dans l'île une telle puissance qu'ils s'imaginent pouvoir enrayer par la terreur le glissement à gauche dont les récentes élections au parlement régional ont démontré l'existence: à cette fin, ils ont recruté des hommes de main dans la "maffia" et parmi les paysans des villages qui avoisinent Portella delle Ginestre. Bien que la police garde encore le silence sur les résultats de son enquête, l'explication semble confirmée par le fait que les nombreuses arrestations opérées le furent dans la région même où le drame s'est passé et que, d'après les dépêches que les envoyés spéciaux de nombreux quotidiens ont adressées à leurs rédactions respectives, toute la population mâle des campagnes environnantes aurait pris le maquis, soit par crainte de représailles soit pour échapper aux recherches de la maréchaussée.

Contre l'attentat lui-même, les organisations ouvrières ont réagi aussitôt en proclamant une grève générale. Je ne saurais vous dire si leurs ordres furent exécutés partout avec la même docilité, mais,

./.

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

-3-

à Rome, la grève a été effective pendant toute une journée et se fût sans doute prolongée si le gouvernement n'avait pas jeté du lest en accordant aux fonctionnaires et employés de l'Etat une augmentation de traitement de 15% qu'il leur avait refusée jusqu'alors.

Cette mesure a contribué à ralentir - pour quelques jours - le rythme des revendications, mais elle ne résoud ni la crise financière, dominée par le spectre de l'inflation, ni la crise sociale, exprimée par l'insuffisance des salaires.

Les périls qui menacent la jeune république italienne, aggravés par le fait que le premier ministre, tout en les dénonçant avec éloquence, ne parvient pas à les conjurer, ont suscité dans le parti démocrate chrétien des discussions qui pourraient bien amener une crise gouvernementale.

La droite du parti voudrait rompre avec les communistes. La gauche, qui rallierait probablement la majorité du groupe parlementaire si ce dernier devait se prononcer par oui ou par non, veut maintenir l'entente avec M. Togliatti et les siens. Les raisons réelles de cette attitude me paraissent être les suivantes : 1^o) les communistes ont aidé certains ministres démocrates chrétiens, plus ou moins compromis dans divers scandales, à esquiver toute sanction : les rejeter dans l'opposition exposerait les intéressés à "perdre la face" et

./.

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

entraînerait pour le parti des conséquences fâcheuses; 2^o) on peut encore avoir besoin des moscoutaires pour faire adopter certains textes constitutionnels que l'Eglise considère comme très importants; 3^o) si on les excluait du gouvernement, ils répondraient à cet acte d'hostilité par une agitation intense des masses ouvrières; le concours des socialistes fusionnistes leur serait acquis pour provoquer des grèves qui achèveraient de ruiner l'Etat.

La plupart des élus de la démocratie chrétienne se sont trouvés d'accord pour rejeter l'alliance de M. Giannini. Fort de ce résultat, M. De Gasperi a préconisé un élargissement vers la droite de l'équipe ministérielle, mais sans rupture avec l'extrême-gauche. Son parti ne l'a pas suivi et, au gouvernement, MM. Nenni et Togliatti lui opposent un "non possumus" rigide.

La situation se complique encore du fait que, dans la soirée du 5, la Constituante, par un vote de surprise au scrutin secret (194 voix contre 186), a décidé de renvoyer au printemps de 1948 les élections générales, ajournées déjà de juin à octobre.

Cette résolution fut prise au moment même où certains se demandaient si M. De Gasperi n'allait pas suivre l'exemple de son collègue français, M. Ramadier. Ce fut le contraire qui se produisit. Après s'être fait donner un blanc-seing par le comité exécutif de son parti, où les droitiers, partisans de la rupture avec

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

l'extrême-gauche furent nettement battus, le premier ministre, voyant que les communistes et les socialistes nenniens s'opposaient à tout élargissement du cabinet en direction de la droite, proposa de soumettre à l'assemblée l'ensemble du problème, tout en demandant que le débat ne fût pas immédiat, ceci afin de permettre aux députés de réfléchir et d'étudier à fond les divers éléments de la situation.

Auparavant, il avait échoué dans une tentative de faire entrer dans son cabinet des représentants de la Confédération générale du travail et de celle de l'industrie.

Dans la soirée du 7, après que M. De Nicola eût longuement reçu M. Togliatti, puis M. De Gasperi, le conseil des ministres se réunit et délibéra jusqu'à 3 heures du matin. Dans la matinée du 9, le chef de l'Etat - visiblement excédé, me dit quelqu'un de son entourage - eut de nouvelles conversations avec ses deux visiteurs de la veille, plus M. Nenni. Auparavant, il avait consulté le président de la Constituante, ainsi que MM. Orlando, Campili, Corbino et Saragat.

A l'heure où je termine ce rapport, il semble que les partis "prolétariens" accepteraient le remplacement par des "techniciens" de deux ministres démocrates-chrétiens très discutés, (MM. Campili et Vannoni), ainsi que de quelques autres appartenant à d'autres partis. Cette solution présenterait l'avantage de refaire une vir-

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

-6-

ginité morale au cabinet De Gasperi sans faire "perdre la face" aux Excellences qui s'en iraient.

Il demeure cependant très possible que le ministère se présente dans sa forme actuelle devant la Constituante. Un débat financier, suivi d'une discussion approfondie sur la politique générale du gouvernement, permettrait à l'assemblée de choisir entre la crise ouverte ou un simple remaniement.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'hommage de mon respect.

P. de Weert